

CARNET DE VIES

Automne 2014

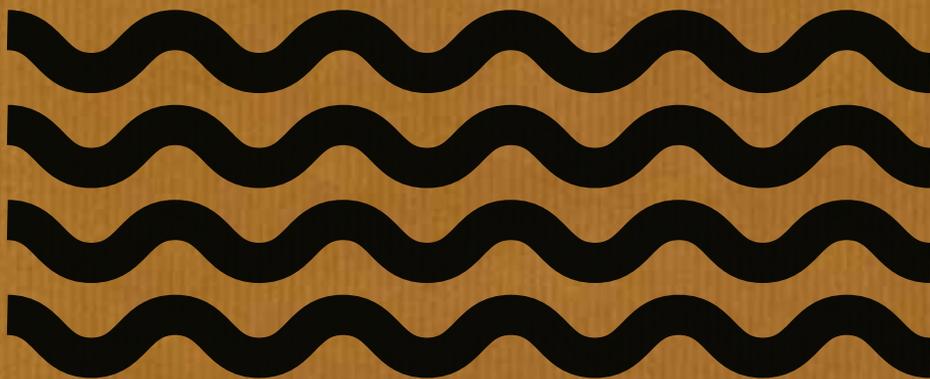
Dessins par Margherita del Balzo

Graphisme par Fresh

COLECTIF
OCTOBRE



JOURNEE
MONDIALE
DU REFUS
DE LA MISERE



Jean-Claude

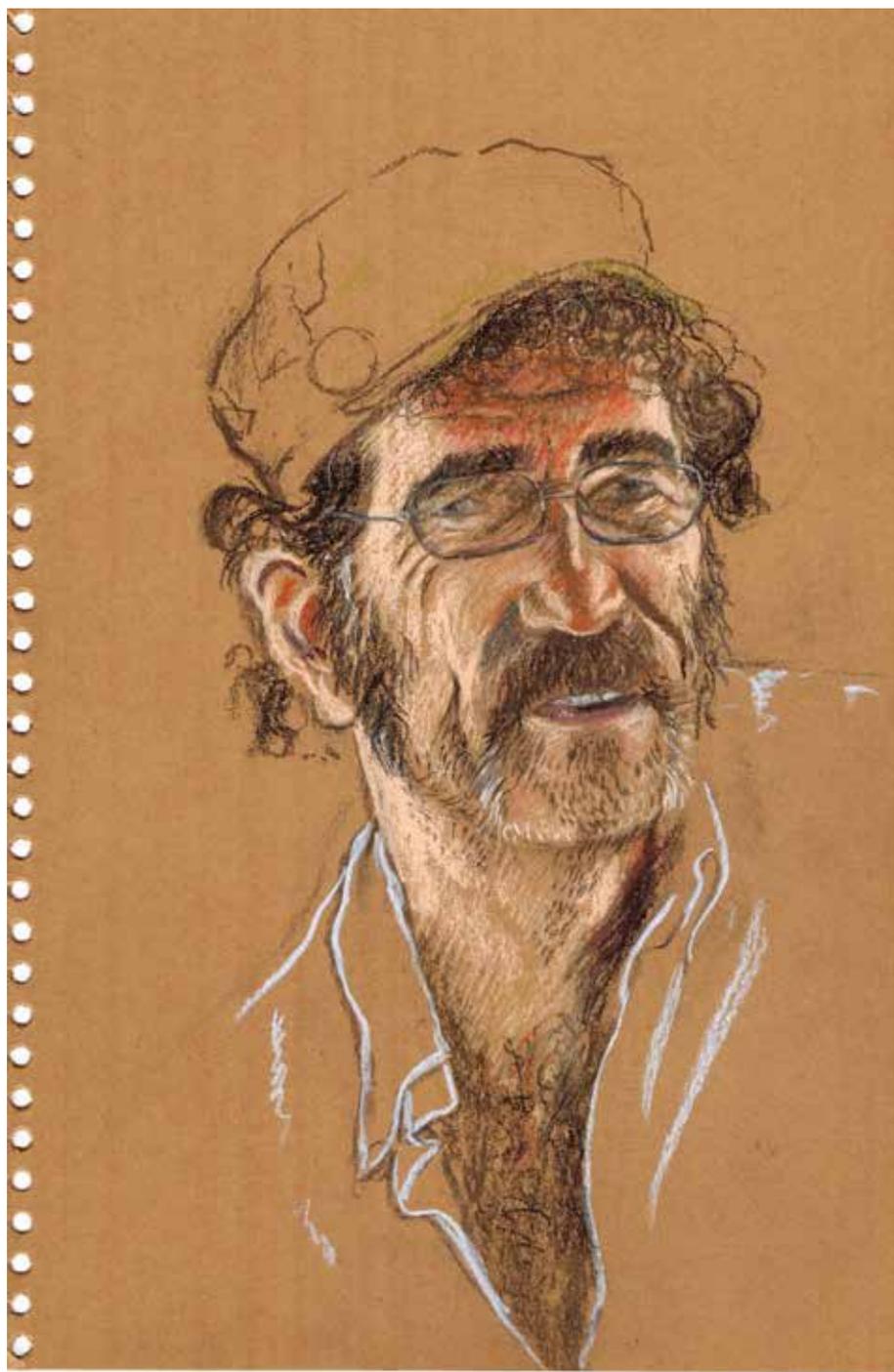
Je m'appelle Jean-Claude, j'ai 47 ans. Je suis suisse. J'avais 14 ans lorsque, suite au décès de ma mère, nous avons quitté Bienne pour Genève. J'ai eu beaucoup de peine à m'intégrer, c'était le début des années 80, je rêvais d'Himalaya et de spiritualité. J'ai commencé à fumer des joints et à désinvestir ma scolarité. Je suis ensuite allé de plus en plus loin dans la drogue (héroïne et autres) et la désintégration sociale. Les 20 années qui ont suivi n'ont tourné pratiquement qu'autour de la consommation. Tous les matins je prenais mon petit-déjeuner seringue-joint. L'après-midi je me rendais au Caré pour le repas. Je me baladais dans la ville pour meubler la journée, le tout ponctué de consommations régulières. Je vivais dans un grand flou, sans aucun projet. Les situations les plus difficiles étaient celles où l'on se faisait virer d'endroits : nous n'avions de place nulle part, ne serait-ce que pour discuter. Cela ne faisait qu'augmenter les incompréhensions en face de personnes à qui nous inspirions de la peur, de la pitié ou de la colère. Nous n'étions pas que pauvres, nous étions tenus pour responsables de notre malheur. A force de l'entendre et de le ressentir, j'ai fini par le croire et j'ai perdu toute estime de moi. Je vivais dans une très grande solitude, tout le monde était dangereux. J'ai fait un nombre incalculable de sevrages, après lesquels je retombais systématiquement dans la consommation. J'ai l'impression d'avoir passé 20 ans en prison, coincé dans cette perception du monde, comme s'il me manquait le mode d'emploi.

En 2004, j'ai commencé les petits jobs avec Première ligne. On patrouillait dans le quartier pour ramasser les seringues. Une sorte de nouveau statut a émergé, celui de «toxicomane responsable», avec sa part de citoyenneté. Je ne supportais plus d'être en perte. Des gens m'ont fait confiance et j'en ai retrouvé un peu d'estime de moi, ce qui a favorisé un changement. La spiritualité, comme certaines formes de méditation, ont toujours représenté pour moi des ressources importantes. Cette période de ma vie a été un véritable apprentissage sur tous les niveaux, j'ai eu l'impression de rencontrer quelqu'un que je ne connaissais pas.

J'ai du apprendre à décoder mes émotions, à trouver d'autres alternatives que la drogue dans les moments difficiles. J'ai du réinventer toute ma vie. Et c'est loin d'être terminé! Actuellement, je me suis libéré de la dépendance à toute substance. J'ai repris contact avec ma famille et, en l'espace d'une année et demie, j'ai osé entreprendre des voyages de plus en plus conséquents. Je découvre qu'il est possible d'aller au bout de mes rêves, et je gagne en liberté, en confiance en moi et en autonomie. Je travaille à surmonter le traumatisme de ma vie de toxicomane, et à réinvestir le monde professionnel. J'ai terminé une formation d'illustrateur et suis impliqué dans différents projets sociaux et associatifs.

J'ai entendu certains travailleurs sociaux expliquer qu'ils vivaient mal le décalage entre une politique de gestion et les réalités des bénéficiaires. J'ai toutefois l'impression que d'autres se complaisent dans un travail administratif et agissent dans l'idée de faire entrer les gens dans le moule. Heureusement, il existe des associations qui créent de véritables liens avec les personnes et les accompagnent au plus près de leurs besoins. Je pense qu'il est indispensable que les personnes directement concernées par la précarité prennent la parole afin d'informer les décideurs de leurs réalités. Malheureusement, les petites gens n'ont que trop rarement l'opportunité de s'exprimer. Elles sont bien trop souvent atteintes dans leur estime d'elles-même pour oser se livrer et craignent de se mettre en danger en s'exposant.

Lorsque j'ai moi-même commencé à prendre la parole, j'ai été vraiment surpris par l'accueil enthousiaste de mes auditeurs qui découvraient une réalité dont la plupart n'avait aucune idée. J'ai l'impression qu'une grande partie de la population a un regard extrêmement dur envers les personnes vivant dans la précarité comme si on n'avait pas le droit d'être dans cette situation. Pourtant cela peut arriver à tout le monde. Echanger est bénéfique pour tous afin de permettre une plus grande ouverture d'esprit et ainsi pouvoir construire ensemble des passerelles entre ces deux mondes. Le fondement même d'une démocratie n'est-il pas de faire ensemble et avec nos différences?



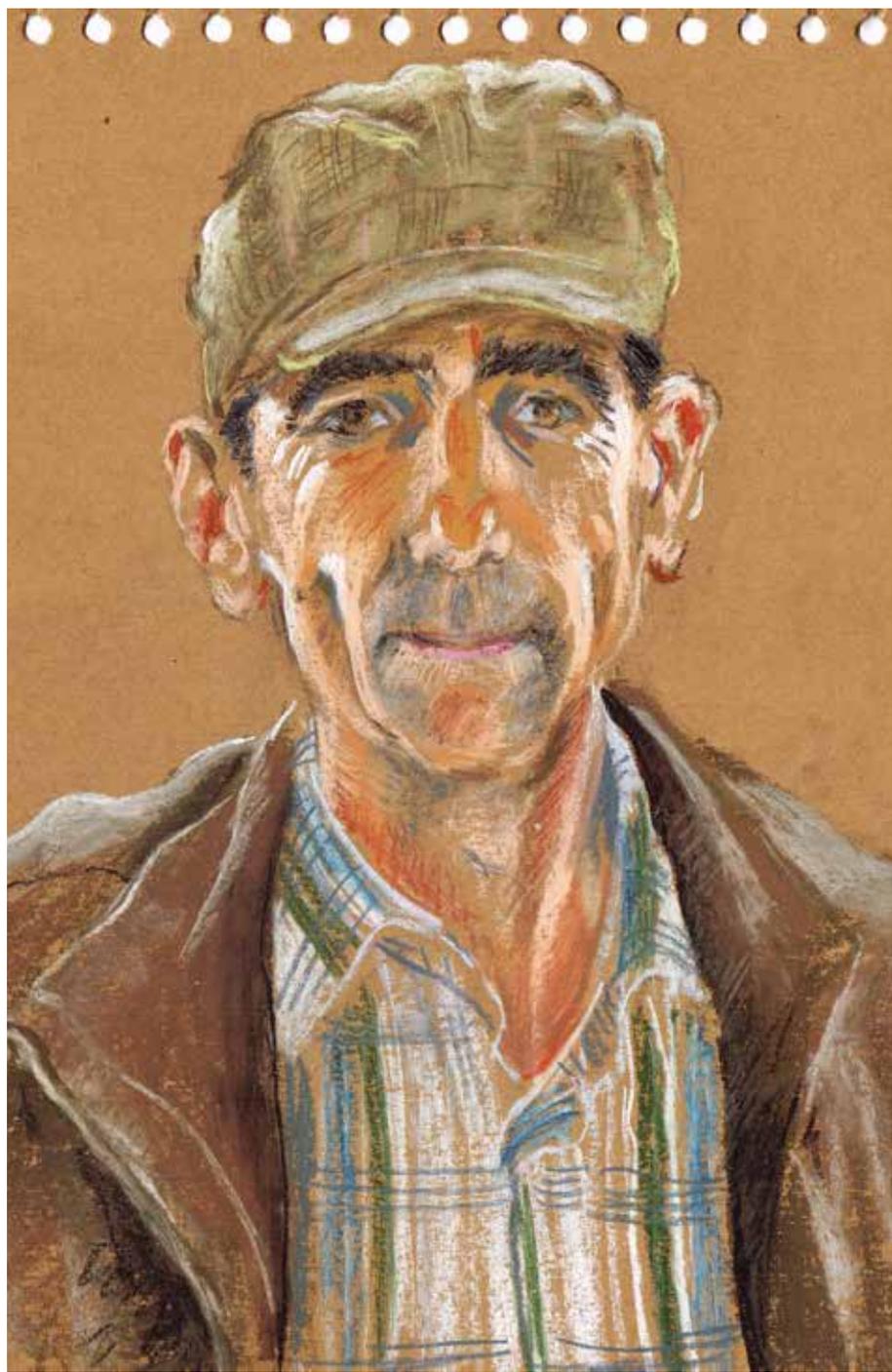
Ahmed

Je suis né en Palestine en 1968. Je suis allé à l'université pendant presque 3 ans puis celle-ci a fermé. Il y avait la guerre, c'était impossible de construire une vie normale. Il y avait des checkpoints et des aires militaires partout, on ne savait jamais si on pourrait traverser. En 1997, j'ai quitté la Palestine pour la Turquie. Je ne voulais pas quitter mon pays définitivement, je voulais attendre de voir si la situation allait s'améliorer. J'ai cherché du travail, mais même les turcs immigraient pour en trouver. Après un an, j'ai décidé d'aller en Grèce. Fin 99, je suis parti pour Milan. On ne pouvait pas me renvoyer en Palestine, donc on m'a mis dans un camp pour étrangers en attente d'être renvoyés. En Italie, tout était différent. Je ne parlais pas un mot d'italien, je ne pouvais pas communiquer, ne connaissais pas la culture, n'avais pas de papiers. J'étais seul au monde. Les premières années, mes proches me manquaient. J'étais curieux, j'ai pris des cours d'italien. Une fois que je parlais un peu la langue, j'ai rencontré beaucoup de gens, les difficultés ont disparu avec le temps. J'ai obtenu l'asile. J'ai d'abord logé dans des centres pour réfugiés, puis j'ai trouvé un logement par moi-même. Je suis électricien, j'ai trouvé du travail dans mon domaine au bout de 8 mois. Je suis resté 13 ans en Italie. Je me sens faire partie de ce pays, j'y ai construit des relations d'amitié. A partir de 2008, je n'ai plus trouvé de travail à cause de la crise. J'ai dû partir.

J'ai choisi Genève car j'aime la diversité, le fait qu'il y ait les Nations Unies, différentes langues et cultures. Je suis arrivé un soir d'août 2012. Je ne connaissais personne ici et ne parlais pas français. Mais c'était plus facile que quand j'ai quitté la Palestine parce que j'étais bien organisé, j'avais déjà fait l'expérience d'arriver dans un pays inconnu. J'avais un peu d'argent, j'ai pu aller dormir quelques nuits à l'auberge de jeunesse. J'ai rencontré un homme qui parlait pour un mois, je suis allé habiter chez lui pendant qu'il n'était pas là en échange d'un peu d'argent. J'ai ensuite rencontré dans un café une femme âgée qui avait besoin d'aide à la maison car son fils était parti quelques mois. Je suis donc allé habiter chez elle et l'aider.

Puis je me suis installé dans un foyer. J'ai passé trois mois sans travail, puis j'ai été pris en stage au Bateau Genève comme électricien. J'essaie de rester optimiste, mais je m'inquiète pour mon futur. Je n'ai pas de plans à long terme, parce que je ne sais pas ce que j'aurai comme opportunités. Pour m'intégrer, je dois travailler et trouver un endroit stable où vivre. Mais trouver un logement ici est un enfer du quotidien. J'ai également des difficultés avec l'administration, que je trouve compliquée. Pour moi, la communication est difficile ici, je n'ai pas encore construit de vraies relations d'amitié. Je pense qu'il y a une séparation entre la population genevoise et les étrangers. Les genevois sont habitués à ce qu'il y ait des étrangers, mais n'ont pas beaucoup de relations avec. Rencontrer les gens prend du temps, ils n'ont peut-être pas le temps pour ça. Je comprends que quelqu'un qui a vécu toute sa vie à Genève se demande d'abord pourquoi des étrangers viennent dans son pays. Il n'y a jamais eu la guerre à Genève, c'est difficile pour eux d'imaginer ce que vivent les gens qui ont immigré. Un autre problème est l'image des étrangers: si 1 étranger sur 100 se comporte mal, on se fera une mauvaise image. Mais c'est loin d'être la majorité! Les gens viennent ici pour de nombreuses raisons (familiales, économiques, politiques, etc.), pour vivre, travailler, avec parfois l'espoir de retourner dans leur pays par la suite.

Je trouve que les mentalités évoluent, mais trop lentement. J'aimerais que la population et les autorités fassent un petit pas vers les personnes qui vivent dans la précarité, s'informent sur leurs réalités, leurs problèmes. Je ne parle pas d'aide, mais simplement d'interactions, de rencontres. Je pense que ce serait utile pour tout le monde, pour ouvrir un peu les esprits, pour mieux se comprendre et mieux vivre ensemble. C'est peut-être plus facile d'aller vers l'autre quand on a un endroit où dormir, une vie régulière, que quand on est dans la rue et qu'on a tout le temps dans la tête des soucis au sujet des choses essentielles pour vivre (un toit, un travail, de quoi manger).



Clémentine

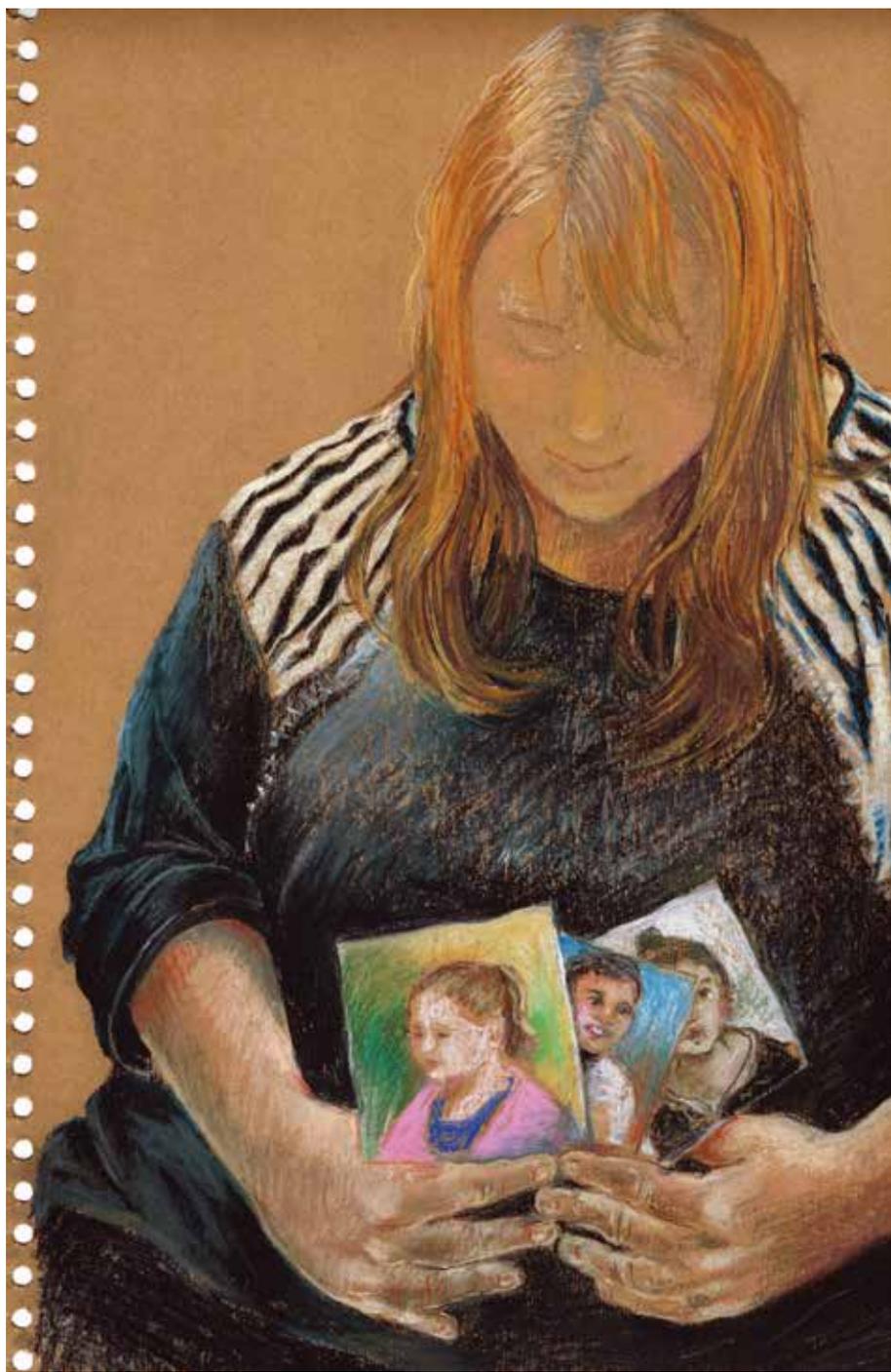
La précarité pour moi, c'est plein de choses, dont l'aspect financier bien sûr. J'ai été trois ans à l'aide sociale. C'était difficile. Je ne sais pas sur quoi ils se basent pour définir un minimum vital mais ce n'était pas suffisant. Mon compagnon qui est sans papier, ils le comptaient vivant ici, et du coup ils me déduisaient sa part de loyer alors qu'il lui était interdit de travailler. Et il y a plein de familles qui vivent cela, je ne suis pas la seule. Mais la précarité c'est aussi les préjugés sur un quartier. Par exemple le quartier où je vis, pour les habitants de la ville, c'est «les Baumettes», c'est une prison française. Il y a beaucoup de préjugés sur le quartier alors qu'il est mixte. Il y a tous les revenus, il n'y a pas que des bas revenus mais tout le monde est catalogué, à la même enseigne. On est vite jugé: «Ah tu habites là, alors tu es comme ça!» alors que ce quartier, il n'est pas plus pourri qu'un autre.

Je vois des familles autour de moi qui galèrent, c'est difficile les fins de mois, elles ont de la peine. Il y a des familles qui font tout pour sortir de l'aide sociale, mais rien n'est fait pour les encourager. A l'Hospice général, ce qui est humiliant, c'est de devoir chaque mois montrer ses relevés bancaires pour prouver qu'on n'a pas reçu d'argent. C'est une totale intrusion. S'il y a un petit peu plus d'argent sur notre compte, ils vont le déduire de notre rente. Tu n'as pas non plus le droit de partir en vacances car sinon ils te déduisent les jours partis en vacances. Les gens ne le savent pas forcément qu'ils ne peuvent pas partir. A l'Hospice, tu n'as pas le droit de souffler, tu n'as le droit à rien, tu es bloqué. Si tu n'es pas bien, tu n'as pas le droit de te ressourcer même si ce n'est qu'une semaine.

Dépendre de l'aide sociale, c'est affronter le regard des gens, surtout dans l'administration. Je voulais faire venir ma belle-mère ici, j'ai expliqué ma situation. On m'a dit: «Ce n'est même pas la peine, ils vont refuser l'autorisation». J'ai répondu: «Sous prétexte que je suis à l'aide sociale, je ne peux pas faire venir la grand-mère de mes filles pour qu'elle puisse les voir.»

«Vous n'avez qu'à travailler, madame!» J'ai trouvé cela irrespectueux. Moi j'estime que quand on travaille dans l'administration, on respecte les gens, moi je les respecte et la façon dont elle m'a répondu m'a mise sur la défensive, on se braque. Ce n'est pas l'extérieur qui nous juge parce qu'on est à l'aide sociale, mais c'est l'administration qui nous catalogue. Il y a beaucoup de travail à faire pour sensibiliser, pour que les personnes ne soient pas jugées, surtout quand cela vient de l'administration. Ce sont mes enfants et mon mari qui me donnent des forces pour me battre, mais je me souviendrai toute ma vie de ma période à l'aide sociale. Depuis que j'en suis sortie, je revis. Les préjugés à l'aide sociale c'est dur à vivre. On devrait sortir de la précarité par le travail. Ceux qui ont un travail mais dont les salaires sont trop bas, ils sont obligés d'aller demander de l'aide. Actuellement, les gens préfèrent rester à l'aide sociale, car parfois ils se retrouvent avec le même revenu que s'ils travaillaient.

Mon compagnon a vécu la précarité. Il vient d'un autre pays et à son arrivée il a fait ce qu'il a pu pour survivre. Il avait une interdiction de territoire. Cela fait 8 ans qu'il est là et 5 ans qu'on est ensemble. Cela fait 19 mois qu'on a demandé à se marier et on n'a toujours pas de réponse. J'appelle, je m'informe, j'insiste, je ne lâche pas, je n'en peux plus. Pour mon compagnon, c'est l'éloignement de sa famille qui est le plus difficile à vivre maintenant et c'est le fait d'être interdit de travailler aussi. La paix, pour moi, ce serait que je puisse me marier, que mon compagnon puisse travailler, qu'on puisse se sentir bien, partir en vacances en famille, qu'on ait une vie tranquille mais aussi... Qu'il y ait moins de misère dans le monde, car cela fait mal de voir les infos. Tu n'as plus envie de regarder ce qui se passe en Syrie, en Palestine, en Irak. On ne peut pas être en paix sans les autres. Nous on est musulman, cela fait encore plus mal, car l'image des musulmans est salie dans le monde entier, alors que l'Islam ce n'est pas ce qu'on voit, on est tous catalogués.



Ronald

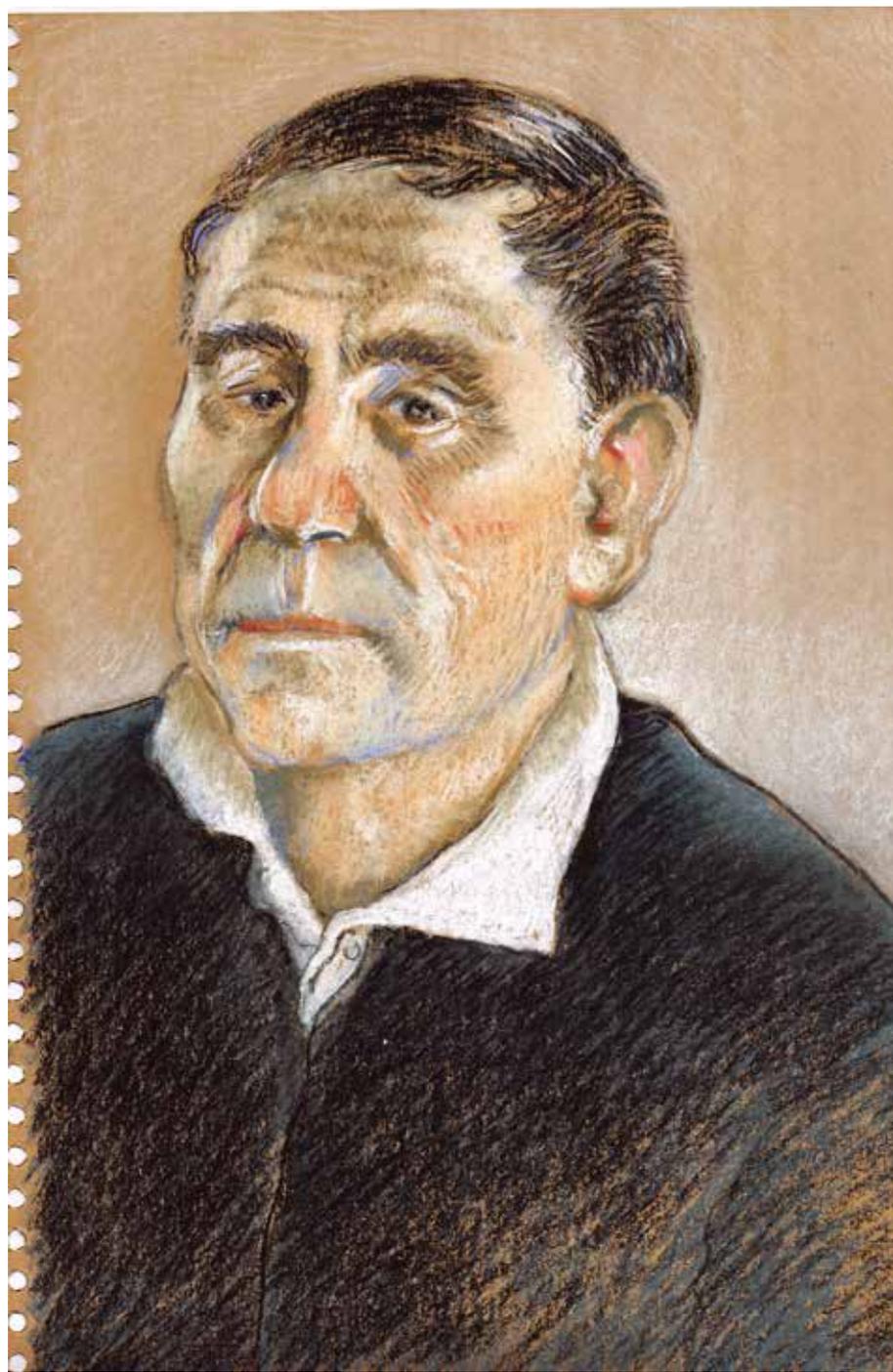
Mon nom est Ronald Güimenez Troncoso. Je suis né à Santiago du Chili. J'ai passé plus de la moitié de ma vie loin du pays. Le violent coup d'état militaire de 1973 et les mesures répressives qui ont suivi m'ont obligé à m'exiler en Argentine pendant presque 11 ans. Je suis retourné au Chili pendant la période appelée «transition politique». J'ai décidé d'émigrer en Espagne après avoir souffert des conséquences sociales des accords politiques et de l'impunité entre les différents responsables. Puis la mort de mon père Nelson Güimenez m'a donné la force de traverser l'océan. L'Espagne m'a bien accueilli, mais ma volonté d'améliorer le quotidien m'a poussé à migrer à nouveau. Quand je suis arrivé à Genève, j'ai connu la précarité. Quand on vit dans la rue, toutes les tâches quotidiennes deviennent des actes de violence. On doit faire la queue pour tout! Pour manger dans les cantines sociales, pour demander des habits, pour se doucher: on fait la queue! En plus on doit calculer ce qu'on a comme bagage, on doit être mobile avant tout! On ne peut pas garder les habits, on s'en débarrasse...pour retourner au vestiaire social... pour de nouveau demander et faire la queue! On demande parce qu'on dépend de la charité, et je dis bien charité et non solidarité. La solidarité n'existe pas dans ces instances! On perd toute estime de soi. Ce n'est pas évident de trouver une sortie, alors on retourne pour demander encore!

L'expérience de la rue est cruelle! Se savoir et vivre sans un foyer, sans un chez soi, est la chose la plus douloureuse qu'on peut imaginer. A Genève il n'y a presque pas de places d'accueil et les prix des loyers sont trop élevés. Cette vie provoque de sérieux troubles affectifs. On est facilement dépouillé de son estime de soi. Le système ignore tous ceux qui se perdent dans la ville, ils n'existent pas dans les statistiques... certains perdent même le contact avec leurs familles et ils s'effacent, perdant même leurs visages. Le fait d'être migrant m'a donné la capacité de vaincre les obstacles, c'est comme si j'avais un moteur interne qui m'a permis de sortir de la précarité où je me suis trouvé en arrivant.

Ce qui me donnait aussi la solidité au commencement était d'être conscient de ma dignité humaine et personnelle et d'être ainsi convaincu qu'il est possible de sortir de toute situation. Et je pense que c'est cela qui m'a donné la force de parler avec les pasteurs Anne-Marie et Andy Fuhrer de l'Armée du Salut. Nous étions trois à dénoncer dans les médias et dans les différents cercles les difficultés des personnes fuyant la crise en Europe du Sud. Nous nous attendions à ce que toutes les églises ouvrent leurs portes, mais je dois dire honnêtement que la seule qui ait fait face à cette demande a été l'Armée du Salut.

J'ai commencé comme bénévole dans le restaurant social; actuellement j'en suis le responsable et je suis salarié. Ce travail m'a permis de m'intégrer dans la société. Malheureusement, ce n'est pas possible pour tous de se dégager du système actuel de la misère. C'est difficile d'imaginer quoi que ce soit comme solution dans le contexte actuel. Il faudrait reformuler le système public, social et économique, qui n'est pas en mesure d'absorber de grandes vagues migratoires. Il faut repenser la politique actuelle de santé, de logement et de travail. Il faudrait créer de nouveaux emplois, et aussi prendre un peu d'argent aux trop riches pour créer des nouvelles politiques sociales. Mais il ne faut pas non plus s'isoler de la réalité mondiale; il faudrait pouvoir agir globalement.

Mais aujourd'hui, il y a une vraie urgence: que faisons-nous des personnes qui vivent dans la rue? On les laisse dans cette situation-là pour ne pas devenir attractif pour d'autres qui seraient tentés de venir? On ne peut pas parler de paix dans une situation comme celle qu'on vit aujourd'hui à Genève. Aucune personne, suisse ou étrangère, qui vit la précarité ne connaît la paix. Une chose qui me frappe ici, c'est que les personnes qui vivent la misère ne cherchent pas à se réunir, à s'organiser et à lutter pour améliorer leurs conditions de vie. Elles baissent la tête et laissent leur sort aux mains des politiques. L'émergence sociale est invisible. Le système politique genevois se fout de cette situation. Ici il n'y a pas de justice sociale. Sans justice sociale pas de paix!



Karl

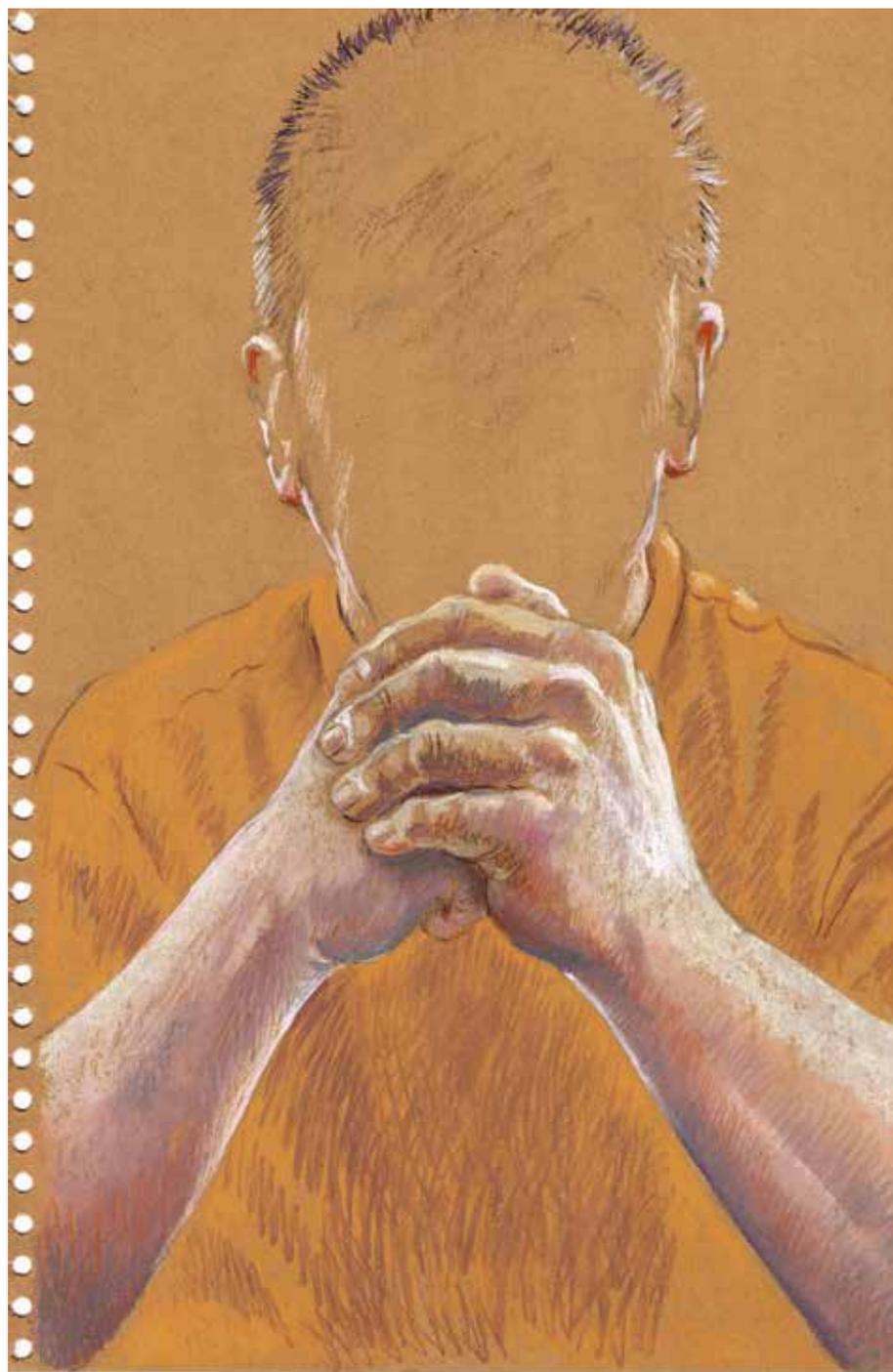
Souvent, nous imaginons que la précarité se situe sur le plan économique, je pense que c'est davantage relatif à un état d'exclusion. Nous savons qu'aujourd'hui, n'importe qui peut vivre des situations difficiles, de n'importe quel milieu social. C'est l'expérience que j'ai faite. Mon parcours de vie m'a fait traverser l'injustice, la souffrance, la précarité ... et cela a touché mon cœur.

J'ai grandi dans une famille où les valeurs de vérité et de justice étaient fortement ancrées. Le soutien de celle-ci m'a permis d'avoir confiance en moi-même, de croire en mes qualités et en ma motivation. Ainsi, j'étais préparé à affronter les situations difficiles qui allaient m'arriver. J'ai reçu une formation juridique et j'ai tenu à appliquer ces valeurs dans mon quotidien professionnel et plus globalement dans ma vie. Je viens d'un pays en conflit, où la corruption est très importante et où le système en place compromet sans états d'âme la vie de celles et ceux qui dénoncent ces irrégularités. J'ai été l'un de ceux qui ont œuvré en conformité avec le droit et qui ont dévoilé au grand jour des meurtres d'Etat. Cela m'a coûté mon travail et a fortement compromis ma vie et celle de mes proches par des menaces et par un attentat contre ma personne. Muré chez moi, j'ai survécu à la faim grâce à mon entourage pendant les mois d'attente de mon extradition et je dois ma protection à de rares alliés à l'intérieur de l'Etat. Malgré le soulagement que j'ai ressenti de pouvoir partir sain et sauf, mon arrivée en Suisse est l'un des moments les plus douloureux de ma vie. Alors que j'avais quitté mon pays contraint par la tournure des événements, j'ai été accueilli par un internement d'office: le centre de Vallorbe a été ma nouvelle prison. Tout n'était que règlement et surveillance, sans personne pour m'informer de ce qui m'arrivait. Je me sentais terriblement perdu. Devoir quitter sa vie et ses proches est très douloureux.

Le chemin qui nous amène enfin à sauver notre vie est épouvantable. Il faut réfléchir à la manière dont nous accueillons les personnes ayant vécu ces bouleversements traumatisants.

Nous devons améliorer le dispositif d'accueil pour mieux reconnaître l'expression de ces souffrances en favorisant une meilleure qualité d'écoute, proche des gens. L'intégration en Suisse a été difficile. Logé dans un foyer à Genève, j'ai dû m'habituer à la vie en collectivité, sans intimité. Mais ces rencontres m'ont aussi fortifié et permis de comprendre la situation d'autres personnes, similaire à la mienne. Mon parcours m'a permis de changer ma manière de voir la vie.

Aujourd'hui, après de nombreuses années à étudier la langue française et un long parcours en tant que bénévole, j'ai eu l'opportunité de me former et d'accéder à un poste dans le social. Tout cela a été un travail énorme et le plus important a été ma capacité à ne jamais douter de moi-même, et cela je sais que je le dois au soutien du contexte familial dans lequel j'ai grandi et aussi à une foi profonde en Dieu. J'ai eu la force de m'en sortir et j'ai su favoriser mon acceptation malgré un contexte institutionnel et légal difficile. Je crois que si on est clair dans sa tête, que l'on sait comment et où on va, il est possible de s'en sortir! Aujourd'hui, je me sens le devoir d'accueillir et de soutenir au mieux les personnes que j'accompagne, au vu de mon passé. Aujourd'hui, aider les gens est ma manière d'apporter une contribution à mon pays d'accueil. Je crois en une Suisse solidaire et généreuse. Je me sens particulièrement utile quand je peux soutenir une personne ayant un parcours similaire au mien, perdue comme je l'étais à l'époque. Cela me permet de transmettre les bonnes informations et de leur faire prendre conscience des difficultés du chemin à parcourir. Je suis touché quand je vois la détermination de ces parents qui se tuent à la tâche, exploités, sous-payés, pour donner à leur famille les moyens de survivre à Genève où tout est cher. Le cœur déchiré d'avoir dû quitter mon pays, je ne peux oublier la douleur et les pleurs de toutes ces mères qui, après des années de recherche, sont encore sans nouvelles de leurs enfants disparus. Je souffre également d'avoir laissé derrière moi tous les habitant-e-s de mon pays qui au quotidien vivent l'angoisse d'une vie sans l'espérance, ni sécurité du lendemain.



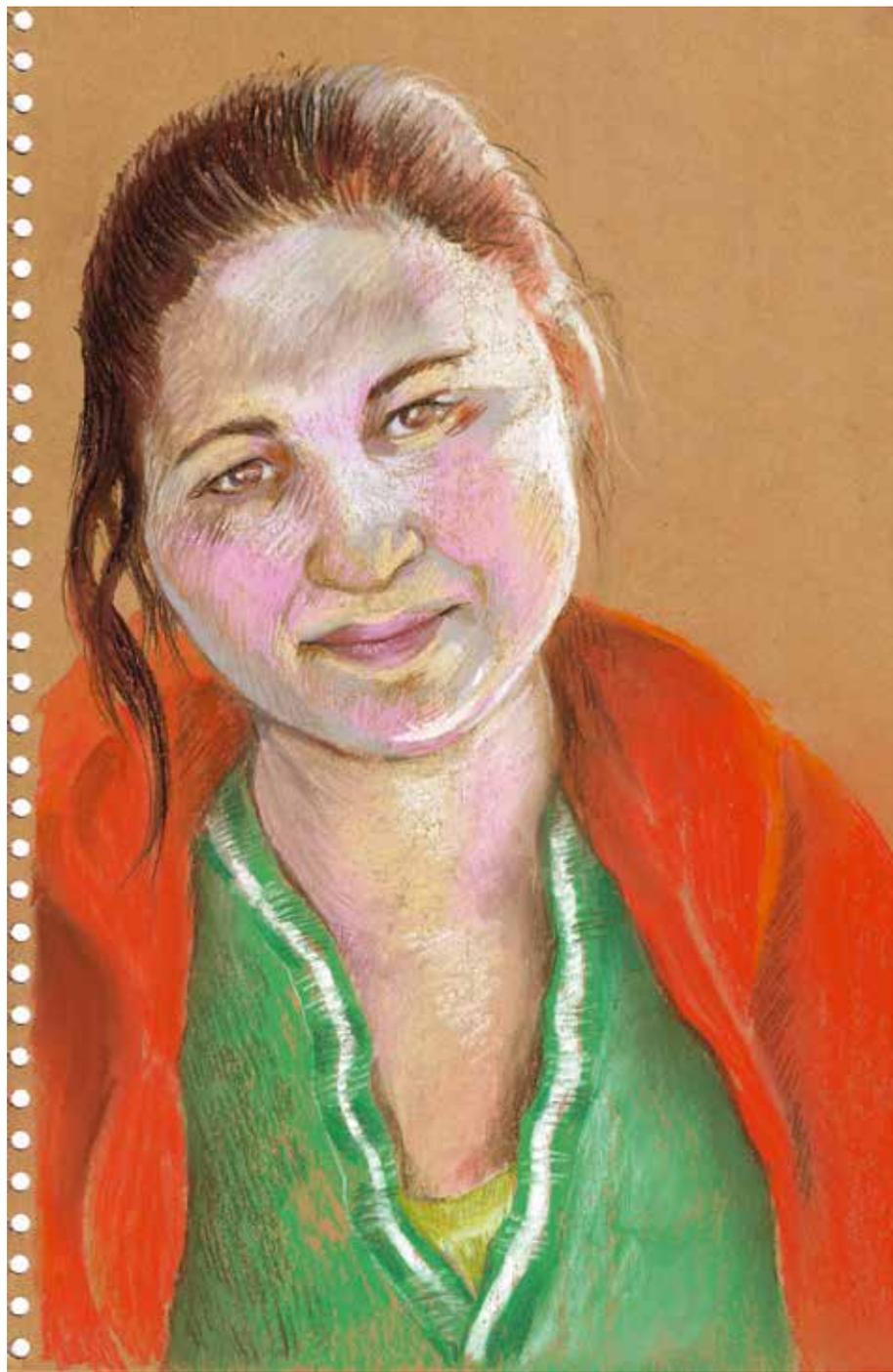
Roxana

Je suis venue à Genève car ici je peux gagner 10 à 20 francs par jour. Je peux envoyer de l'argent à ma mère qui garde les enfants en Roumanie. Chez nous, nous n'avons pas de travail. Mon papa est mort quand j'avais 16 ans. Il n'avait que 47 ans. Maintenant ma maman est âgée de 65 ans. Nous sommes 9 enfants. Moi, je suis la 7ème. Nous sommes tous mariés. Ma mère a plus de 20 petits enfants! Quand on se retrouve tous, c'est très rigolo. Ma mère prépare toujours les repas. Elle a d'immenses casseroles. Elle n'a pas besoin d'aide, elle gère tout! Je m'entends bien avec tous mes frères et sœurs. On se fâche seulement quand les enfants se tapent entre eux, chacun défend les siens... et on devient comme des enfants... mais on s'aime beaucoup! Nous sommes seulement deux à être partis, un frère qui habite en Espagne et moi avec mon mari. Presque tous ont peur de l'Occident. Ils n'aiment pas dormir dehors. Ils se contentent des petites joies du quotidien. Pour nous, c'est différent, nous avons été obligés de quitter la Roumanie. Nous voulons un avenir meilleur pour nos enfants.

Quand on est à Genève, on arrive le matin à Plainpalais, et on reste entre nous avec les autres Roms. Entre 9h et 10h je pars mendier. Je n'ai pas un endroit fixe, d'ailleurs je ne mendie pas vraiment... Je marche entre Plainpalais et Rive. J'évite les bus car j'ai eu beaucoup d'amendes. Quand je marche, j'essaie de regarder dans les yeux les personnes que je croise, je leur dis bonjour. Et j'attends la réaction. Je n'aime pas demander, les personnes savent que j'ai besoin d'argent. Des fois, elles m'invitent pour boire un café. Je leur raconte ma situation. Et là, les personnes m'aident avec de l'argent, des vêtements ou elles me prêtent leur téléphone pour appeler chez moi. Maintenant c'est plus facile, il y a beaucoup de personnes qui me connaissent, ça fait 6 ans que je viens. A la fin de la journée je retourne de nouveau à pied à Plainpalais. Pour moi, être pauvre, c'est quand les parents doivent se séparer de leurs enfants pour gagner un peu d'argent. Cette séparation est déchirante. Pour moi c'est cela la précarité.

Tous les jours je pleure un peu. Quand je pense à ce que je vis, je suis triste, je me mets à part du groupe. Je réfléchis, j'aimerais améliorer ma situation. J'essaie de parler souvent avec mes enfants, c'est pour eux que je suis là. Quand j'entends leurs voix, ça me fait mal et en même temps ils me donnent du courage pour supporter mon quotidien à Genève. J'imagine qu'un jour je pourrai travailler. Ce n'est pas bien de mendier, de ne pas avoir un endroit où dormir, où se laver. C'est mieux de travailler que d'avoir toujours peur de la police et de se cacher. Car le pire de la vie à Genève, c'est la police. Une fois, elle m'a gardée 3 heures. On m'a laissée dans une petite chambre avec une table, une chaise et des toilettes. Je pleurais beaucoup et je criais: «Sortez-moi d'ici!». Une des policières m'a demandé de me déshabiller pour me fouiller. Je lui ai dit que j'avais faim, elle m'a donné un verre d'eau tiède. Cette policière me parlait en se moquant de moi. Heureusement, une autre est arrivée et elle m'a reconnue. Elle a dit devant les autres: «Roxana, que fais-tu ici?» et en regardant sa collègue, elle a continué: «Je la connais, elle ne vole pas, il faut la laisser partir.» Elle m'a ensuite donné un mouchoir et, en me prenant dans les bras, elle m'a répété «dans 5 minutes tu vas partir, ne pleure plus.» C'est une femme que je rencontre souvent dans la rue, elle m'a donné beaucoup de fois des habits pour mes enfants et elle m'a prêté souvent son téléphone.

Je pense que si on avait un logement et le droit de travailler, toute notre vie pourrait changer. Mon rêve c'est de travailler tous les jours moi et mon mari. J'aimerais tant qu'on vive tous ensemble, que les enfants grandissent bien, heureux et que la famille soit réunie! Il faudrait changer les lois qui interdisent aux Roms de travailler en Suisse. Il n'y aurait plus de problème avec la police! Et il faudrait aussi changer la façon de parler de la police. Quand elle arrive, elle nous parle comme si on avait fait quelque chose de grave. Ils nous insultent juste pour contrôler les pièces d'identité. Pourquoi? Ne peuvent-ils pas contrôler et parler gentiment en même temps? Après, ils nous laissent presque toujours partir sans problème. Je ne comprends pas pourquoi ils nous parlent avec autant d'arrogance.



Le Collectif 17 octobre regroupe des personnes en situation d'exclusion sociale, des professionnel(le)s de la lutte contre la précarité et des sympathisant(e)s.

Le mot précarité recouvre une grande variété de problématiques sociales. Cela concerne bien entendu les personnes au bénéfice de l'aide sociale, mais également bien d'autres personnes qui n'apparaissent pas dans les statistiques officielles. Le nombre de personnes en situation de précarité augmente de manière constante, sans rapport avec la santé économique du pays, mais avec la croissance des inégalités de fortune et de revenu. Le marché du travail opte sans cesse pour des solutions de travail temporaire ou de bas salaires qui poussent un nombre grandissant de travailleurs et de travailleuses dans la précarité.

A Genève, des centaines de personnes dorment quotidiennement dans la rue, au mépris des Droits Humains et de la Constitution fédérale. Le non-respect des Droits Humains devient, par inertie, une pratique admise, normale, qui finit par affecter l'ensemble des personnes en difficulté.

Le discours populaire soutient que les personnes en situation de précarité le sont par flemmardise ou désir de profiter du système en place, ce qui empêche de prendre la vraie mesure du drame collectif qui se joue. Dans ce contexte, la mission que s'est donné le Collectif 17 octobre est de redonner un visage humain aux personnes affectées par ces problématiques et de montrer la réalité à la population, à savoir que ce sont des hommes et des femmes qui luttent quotidiennement pour leur survie et l'accès à des conditions de vie décentes. Pour ce faire, les personnes concernées prennent directement la parole et témoignent de leur vécu, en tant que véritables et principaux experts de la lutte contre la précarité.

